



U.S. NAVY

Sans l'OTAN, l'Europe va entrer en éruption

Une rupture transatlantique explosive devient inévitable.

- Richard Palmer
- [25/06/2026](#)

Leur village était condamné. Les 7 000 habitants de Zafferana Etnea se préparaient à voir leurs maisons et leurs moyens de subsistance détruits à jamais. La lave à 1 000 °C issue de la dernière éruption de l'Etna s'écoulait lentement vers le bas. Qui pourrait résister à une telle force de la nature ?

En fait, l'OTAN en était capable. Au printemps 1992, l'armée italienne a creusé des remblais, fait sauter des coulées de lave et érigé des barrages. La marine et le Corps des Marines des États-Unis ont quant à eux acheminé par avion de nombreux blocs de béton de 4 tonnes afin de détourner la lave de la ville.

PT_FR

Une seule maison, située à la périphérie de Zafferana Etnea, a brûlé.

L'aide américaine a été rendue possible grâce à la base aérienne de Sigonella, située dans l'est de la Sicile, à seulement 24 km de là. Cet incident a été un exemple frappant des avantages que peut retirer un pays du fait de partager une base avec les États-Unis.

« Toutes vos bases nous appartiennent »

En 1957, Sigonella était une zone agricole en friche, défigurée par les ruines d'un aérodrome allemand datant de la Seconde Guerre mondiale. Afin de renforcer le flanc sud de l'OTAN face à l'Union soviétique, l'Italie a ouvert ses portes aux Américains, qui ont amené des navires de débarquement remplis de matériel et d'équipements et ont construit l'une des bases américaines clés du théâtre méditerranéen : la base aéronavale de Sigonella. En 1965, la 41e escadre de lutte anti-sous-marin italienne s'y installa. Aujourd'hui, environ 2 000 soldats américains et 1 000 soldats italiens y sont stationnés.

Lorsque l'Italie a refusé à l'Amérique l'utilisation de la base le 31 mars pendant les hostilités avec l'Iran, l'armée de l'air américaine a été stupéfaite.

Des histoires similaires se sont déroulées sur tout le continent. Les bases construites par les États-Unis, celles que les Européens avaient demandées et dont ils ont tiré profit pendant des décennies, ont soudainement été fermées aux forces

américaines.

L'Iran est un régime islamiste radical, antidémocratique, autoritaire et oppressif. C'est l'ennemi de toutes les causes libérales si chères aux Européens. Cela fait 47 ans qu'il menace et attaque les États-Unis et d'autres nations. Il s'agit du plus grand État au monde qui soutient le terrorisme islamique. Il essayait et continue d'essayer de fabriquer des bombes nucléaires. Les États-Unis se trouvent hors de portée de leurs missiles, mais ce n'est pas le cas de l'Europe.

Il est donc raisonnable que les États-Unis attendent de l'aide de leurs alliés de l'OTAN.

Mais l'Espagne et la France ont complètement fermé leur espace aérien à tous les avions américains impliqués dans la guerre en Iran. La France a refusé l'accès aux avions qui tentaient de secourir un pilote dont l'appareil s'était écrasé. Même la Pologne, l'un des plus proches alliés européens des États-Unis, a rejeté une demande de redéploiement des systèmes de missiles Patriot au Moyen-Orient. La Grande-Bretagne, qui a combattu aux côtés des Américains dans de nombreux conflits, a également entravé l'effort. Elle a fini par céder et a autorisé l'accès à ses bases, mais uniquement dans le cadre d'actes de « légitime défense collective ».

Les nations européennes ont le droit légal de le faire. Mais les États-Unis attendaient davantage de la part des alliés qu'ils avaient protégés pendant des décennies.

Les États-Unis ont continué à demander de l'aide, en demandant aux marines européennes de les aider à ouvrir le détroit d'Ormuz, par lequel transitent 10 à 20 pour cent des approvisionnements en pétrole de l'Europe. Les Européens ont déclaré qu'ils aideraient à patrouiller, mais seulement après la fin de la guerre.

Au début de cette année, la rhétorique agressive de Donald Trump et sa convoitise pour le Groenland — un territoire autonome du Danemark, allié de l'OTAN — avaient porté atteinte à l'alliance. Mais la réaction brutale de l'Europe face à la guerre en Iran, qui consistait en fait à aider les islamo-fascistes dans le but de nuire aux Américains et aux Juifs, a définitivement scellé le sort de l'alliance.

Il est difficile de ne pas conclure que les dirigeants européens sabotent désormais délibérément cette union.

Schisme papal

C'est dans cette brèche qu'est intervenu le pape Léon XIV — qui s'est employé à l'élargir davantage.

Peu après que le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, eut encouragé les Américains à prier pour la victoire dans la guerre contre l'Iran, Léon a déclaré le 29 mars : « Dieu n'écoute pas les prières de ceux qui font la guerre. »

Le 10 avril, le pape a publié sur les réseaux sociaux : « Dieu ne bénit aucun conflit. » Quiconque est disciple du Christ, le Prince de la Paix, ne se range jamais du côté de ceux qui, autrefois, maniaient l'épée et qui, aujourd'hui, lancent des bombes. »

Le lendemain, apparemment toujours sans tenir compte des dizaines, voire des centaines de conflits que les papes ont bénis au cours des 2 000 dernières années, Léon a déclaré : « Chers frères et sœurs, il existe assurément des responsabilités contraignantes qui incombent aux dirigeants des nations. À eux, nous crions : « Arrêtez ! Il est temps de faire la paix ! Asseyez-vous à la table du dialogue et de la médiation, et non à celle où l'on planifie le réarmement et où l'on décide d'actions meurtrières ! »

Un groupe de trois cardinaux catholiques a participé à l'émission *60 Minutes* pour apporter son soutien au pape et critiquer le président Trump ainsi que l'effort de guerre. Le cardinal Robert McElroy, de Washington, D.C., a déclaré que la guerre contre le régime iranien « n'est pas une guerre juste ».

Inévitablement, le président Trump a riposté. « Le pape Léon est laxiste en matière de criminalité et catastrophique en matière de politique étrangère », a-t-il publié sur Truth Social. « [...] Je ne veux pas d'un pape qui trouve normal que l'Iran dispose de l'arme nucléaire. »

« Je ne veux pas entrer dans un débat avec lui », a répondu le pape, avant de laisser entendre que le président avait « abusé » de l'Évangile.

Léon a beaucoup moins parlé de la menace que l'Iran fait peser sur la navigation dans le détroit d'Ormuz, des dizaines de milliers d'Iraniens que les mollahs ont assassinés en janvier ou des centaines de milliers de personnes qui pourraient mourir si l'Iran se dotait d'armes nucléaires.

Le vice-président J.D. Vance, converti au catholicisme, a déclaré : « Dieu était-il du côté des Américains qui ont libéré la France des nazis ? Dieu était-il du côté des Américains qui ont libéré les camps de l'Holocauste et libéré ces innocents, vous savez, ceux qui avaient survécu à l'Holocauste ? Je pense certainement que la réponse est oui. »

La journaliste chevronnée Melanie Phillips est allée encore plus loin : « Le refus du pape de soutenir une guerre pour mettre fin à l'un des plus grands maux du monde rappelle l'exemple troublant du pape Pie XII pendant l'Holocauste. En 1933, il signa le Concordat du Reich, qui assura à l'Église catholique allemande une protection contre les nazis et acheta son silence sur la question de l'extermination des Juifs. On pourrait dire que la position de Léon est encore plus choquante, car même Pie XII n'a pas déclaré qu'il était moralement répréhensible de combattre Hitler » (*New York Post*, 14 avril).

Le fait que le pape Léon « n'entre pas dans un débat » avec les dirigeants américains, tout en s'engageant lui-même dans un débat avec eux, semble avoir renforcé le sentiment anti-américain dans les capitales européennes.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a été la seule dirigeante européenne à assister à l'inauguration de Donald Trump. Il l'a qualifiée de « femme formidable » et de « grande dirigeante ». Mais Meloni est à la tête d'un pays dont 70 pour cent de la population est catholique. Lorsqu'elle a dû choisir entre le président et le pape, elle a opté pour ce dernier.

« Je trouve inacceptables les propos du président Trump à l'égard du [pape] », a-t-elle déclaré dans une interview accordée au journal *Corriere della Sera*. « Le pape est le chef de l'Église catholique et il est juste et normal qu'il appelle à la paix et qu'il condamne toute forme de guerre. »

Le président Trump a répondu en qualifiant Meloni elle-même d'« inacceptable ».

« Je pensais qu'elle avait du courage, mais je me trompais », a-t-il déclaré.

Par la suite, il a tenté d'arranger les choses, notamment en demandant que la place de l'Iran à la Coupe du monde de la FIFA soit occupée par l'Italie, qui n'avait pas réussi à se qualifier pour la compétition.

Mais la guerre en Iran semble avoir créé les conditions d'une rupture permanente entre Donald Trump et les quelques alliés qu'il avait en Europe.

Des amis de convenance

Après la victoire du président Trump aux élections de 2024, la droite marginale en Europe s'est rangée du côté de Trump et a reçu le soutien enthousiaste de Trump, de Vance, d'Elon Musk et d'autres. L'année dernière, Kristi Noem, alors secrétaire du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, a assisté à l'édition européenne de l'événement CPAC, où elle a partagé la scène avec bon nombre de ces personnalités. Le président Trump a lui-même envoyé des messages vidéo au CPAC en Hongrie. Sa stratégie de sécurité nationale de l'année dernière appelait les États-Unis à « cultiver activement la résistance » face à l'Union européenne en collaborant avec ces personnalités d'extrême droite. « L'influence croissante des partis patriotiques européens [...] est source d'un grand optimisme », peut-on y lire.

Mais la guerre en Iran et les critiques de Trump à l'égard du pape ont poussé ces « partis patriotiques européens » à rejeter de manière décisive le mouvement Make America Great Again.

Bon nombre de ces partis, comme l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne et le Rassemblement national en France, affichaient déjà des tendances anti-américaines, mais ils ont soutenu maga en partie par opportunisme et en partie parce que Trump avait promis de rapatrier les troupes américaines et de mettre fin à de nouvelles guerres.

Le double coup dur que constituent le différend au sujet du Groenland et la guerre en Iran a détruit cette relation. Les catholiques conservateurs occupent une place importante dans bon nombre de ces partis, ce qui donne un poids particulier aux propos du pape.

Alice Weidel, codirigeante de l'AfD, a demandé aux hauts responsables du parti de réduire leurs déplacements à Washington et de privilégier plutôt le renforcement des liens avec la Russie et la Chine. L'autre codirigeant du parti, Tino Chrupalla, a accusé Israël d'entraîner les États-Unis dans une guerre avec l'Iran, a félicité l'Espagne pour son refus de coopérer et a demandé à l'Allemagne d'expulser les troupes américaines des bases allemandes.

Marine Le Pen, chef de file du Rassemblement national français, a qualifié les objectifs de guerre du président Trump d'« erratiques ». Le président du parti, Jordan Bardella, a accusé M. Trump de tenter de « vassaliser » l'Europe.

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán est l'un des rares dirigeants de droite à ne pas s'être retourné contre Trump. Vance s'est rendu en Hongrie en signe de soutien à la campagne de réélection d'Orbán. Ensuite, Orbán a été chassé du pouvoir après une défaite écrasante.

Les dirigeants qui ont abandonné le président Trump n'ont jamais été de véritables amis. Malgré l'héritage de la participation et de l'assistance des États-Unis lors de guerres mondiales relativement récentes — y compris la présence de bases européennes directement liées à ces conflits — ces dirigeants estiment que les États-Unis ont fondamentalement été une force du mal dans le monde, *et ils veulent les voir tomber*.

Les dirigeants de premier plan de l'AfD ont une vision radicalement différente de l'héritage de la Seconde Guerre mondiale : *Ils considèrent les nazis comme des héros*. Il aurait dû être évident pour des personnalités comme Vance et Musk que ces personnes n'étaient pas de véritables amis des États-Unis.

Cela laisse les États-Unis presque sans amis en Europe.

Une nouvelle alliance

Les dirigeants européens sont déjà en train de créer et d'opérer dans un monde post-américain. *Le Wall Street Journal* a rapporté qu'ils travaillent sur une « OTAN européenne », une tentative de maintenir les structures de commandement de l'OTAN avec un personnel exclusivement européen, sans Américains. Les dirigeants européens « s'attaquent à des questions

militaires pratiques, telles que la gestion des défenses aériennes et des missiles de l'OTAN, les corridors de renforcement vers la Pologne et les États baltes, les réseaux logistiques et les exercices régionaux majeurs si les officiers américains se retirent » (14 avril).

L'UE s'attaque au même problème. L'article 42.7 du traité de Lisbonne fait de l'UE une alliance de défense mutuelle, tout comme l'OTAN. Mais il lui manque la structure de commandement claire et l'ensemble de procédures nécessaires pour la mettre en œuvre rapidement. Lors de la réunion des 23 et 24 avril à Chypre, les dirigeants de l'UE se sont efforcés de créer cette situation.

Les dirigeants américains semblent également être passés à autre chose. « Je n'ai jamais été influencé par l'OTAN », a déclaré le président Trump au *Telegraph*. « J'ai toujours su qu'il s'agissait d'un tigre en papier, et Poutine le sait aussi, d'ailleurs. » Lorsqu'on lui a demandé s'il était prêt à repenser la participation des États-Unis à l'OTAN, il a répondu : « Je dirais que [c'est] au-delà de la reconsidération » (1er avril).

Le secrétaire d'État Marco Rubio a fait une déclaration similaire sur Fox News : « Je pense que, malheureusement, nous allons devoir réexaminer si cette alliance qui a bien servi notre pays pendant un certain temps sert toujours cet objectif » (31 mars).

Rubio était autrefois la voix pro-OTAN au sein du cabinet de Trump. Mais il semblerait que même lui se soit retourné contre l'organisation.

« L'alliance transatlantique a déjà été remise en question par les actions de Trump », a écrit Eurointelligence. « Mais elle ne se remettra pas du refus coordonné de l'Europe d'aider les États-Unis dans cette guerre » (2 avril).

Donald Trump n'a pas le pouvoir de quitter officiellement l'OTAN ; le Congrès devrait approuver une telle décision, ce qui est peu probable. Mais il peut la paralyser efficacement. Il pourrait simplement déclarer qu'il n'honorait pas l'engagement des États-Unis de défendre un État de l'OTAN en cas d'attaque, refuser de partager des renseignements avec les alliés de l'OTAN ou cesser de livrer des armes de pointe.

Eurointelligence a écrit qu'il est difficile de voir comment l'UE peut être autonome « sans une union politique et fiscale » (ibid). C'est exact : pour que ces nations cessent de dépendre des États-Unis sur le plan économique et militaire, *l'UE devrait se regrouper en tant que super-État*.

Un nouveau volcan

L'Etna se trouve sur la ligne de faille entre deux plaques tectoniques. Lorsque ces plaques se déplacent et créent des frictions, des tremblements de terre se produisent. Lorsque la température monte trop, une explosion survient brusquement.

L'Europe elle-même est prête à exploser, bouillante de colère. Une prophétie des temps de la fin dans Jérémie 1 : 13 décrit cette puissance montante comme une « chaudière bouillante ».

« Ce langage symbolique décrit l'Allemagne moderne », a écrit le rédacteur en chef *dela Trompette*, Gerald Flurry. « Sous la surface, cette nation est pleine d'un mécontentement bouillonnant à l'égard de l'ordre mondial actuel. Les Allemands sont en colère contre les États-Unis, et ils sont particulièrement furieux contre le président Trump. L'ambition impérialiste qui a poussé l'Allemagne à déclencher les deux guerres mondiales est bien vivante. Elle « bouillonne » ! (*Trompette*, septembre 2018).

Mais l'Allemagne n'est pas un volcan sans cervelle. Les dirigeants les plus ambitieux d'Europe ne veulent pas que les forces de l'OTAN fassent tomber les barrages routiers à mesure que leur pouvoir s'étend dans la région. Alors ils profitent de l'occasion pour détruire l'OTAN maintenant.

« De nombreux membres de l'élite allemande estiment que leur pays a désormais tiré tout ce qu'il pouvait des États-Unis et qu'il est temps de passer à autre chose », écrit M. Flurry. « Certains Allemands influents d'aujourd'hui pensent de plus en plus au Saint-Empire romain et souhaitent que l'Allemagne moderne assume davantage de pouvoir en son nom propre, dans l'esprit de cet empire » (ibid.).

Apocalypse 17 décrit une alliance de 10 rois (versets 12-13) dirigée par une femme, ou une Église selon le symbolisme biblique (versets 3-4). S'appuyant sur cette prophétie, Herbert W. Armstrong a déclaré en 1945 que l'Allemagne se relèverait au sein d'une « union européenne ».

L'OTAN a été conçue pour empêcher l'Allemagne de diriger l'Europe et pour la maintenir au contraire enfermée dans une alliance avec les États-Unis.

Aujourd'hui, nous voyons un pape contribuer à la mise en place d'une alliance européenne indépendante des États-Unis.

L'alliance se construit rapidement. Le volcan est prêt à entrer en éruption. Et les forces américaines sont empêchées de l'arrêter.